TRIBUNE

Projet de loi de finances : « Ne sacrifions pas la recherche et l'avenir de la France »

Huit anciens ministres chargés de la Recherche s'inquiètent des débats budgétaires actuels, qui constituent un recul de vingt ans dans la recherche scientifique. Alors que les Etats-Unis et la Chine investissent massivement, la France préfère gérer la pénurie plutôt que préparer l'avenir, regrettent-ils.

Les débats budgétaires actuels menacent l'avenir de la recherche française. (Photo Shutterstock)

Par **Tribune collective**
Publié le 9 déc. 2025 à 15:45

La rigueur budgétaire est nécessaire, mais certains choix d'économies engagent tellement l'avenir qu'y consentir relèverait de l'aveuglement. La recherche scientifique

n'est ni un luxe ni un poste accessoire : elle constitue un investissement stratégique pour affronter les défis d'aujourd'hui et de demain.

Or, les discussions actuelles autour du projet de loi de finances constituent un recul de vingt ans. Elles fragilisent la dynamique de la loi de programmation de la recherche de 2020, pensée comme le début d'une trajectoire jusqu'en 2030 pour rattraper les autres pays et reconstruire un socle scientifique durable.

Un maintien des budgets en trompe-l'oeil

L'effort de la nation doit se poursuivre. Faute de consolider l'Agence nationale de la recherche (ANR), pilier du financement compétitif, l'attractivité de la recherche française serait exposée. Dans les organismes de recherche et les universités, les charges croissantes non compensées émoussent les investissements consacrés à la recherche : le maintien des budgets est en trompe-l'oeil.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - L'Agence nationale de la recherche craint le retour des « années noires »**
- **Recherche : le plan à 300 millions du gouvernement pour « renforcer la souveraineté »**

Leurs capacités à équiper les laboratoires, attirer des talents, maintenir des plateformes compétitives, soutenir les grands programmes interdisciplinaires dont dépend notre souveraineté risquent de s'affaiblir. Leur implication dans les instituts d'excellence est en danger.

Ne touchons pas à ceux qui font rayonner la France

La tension sur les finances publiques n'exonère aucun secteur d'efforts. Les succès de la recherche française sont liés aux réformes structurelles des dernières années : création de l'ANR par la loi de 2006, autonomie et différenciation des universités avec la loi de 2007, structuration et ouverture avec la loi de 2013, engagement des organismes de recherche, création en 2024 des agences de programme, programmes d'investissements d'avenir et France 2030, évaluation régulière et exigeante.

Ces transitions se poursuivent : simplification, efficience vers l'innovation, diversification des ressources, engagements européens accrus. Le cap est là. Réduisons les dépenses inutiles, simplifions mais ne touchons pas à ceux qui inventent, qui créent, qui font rayonner la France. Ne sacrifions pas les vingt prochaines années.

L'avenir scientifique de la France en jeu

Ces investissements portent leurs fruits. Nos chercheurs se distinguent, nos start-up deeptech se multiplient, nos partenariats industriels s'intensifient. Notre écosystème scientifique se dynamise, faisant émerger des collaborations inédites sur les thématiques qui dessinent notre avenir : santé personnalisée, transitions environnementale et énergétique, agriculture adaptée au dérèglement climatique, intelligence artificielle, technologies quantiques. Et il faudrait maintenant ralentir ?

Pendant ce temps, le monde avance. La Chine, les Etats-Unis, la Corée du Sud, l'Allemagne misent sur la puissance scientifique comme moteur de souveraineté. Les Etats-Unis ont lancé le « Chips Act » et « l'Inflation Reduction Act ». La Chine investit massivement dans ses laboratoires. L'Allemagne maintient son effort de recherche au-dessus de 3 % du PIB. Nos concurrents ont compris que la recherche n'est pas une dépense mais un investissement.

« La recherche d'excellence n'est pas un luxe ; c'est l'investissement vital qui permet de sortir des crises. »

Nous ne pouvons envoyer le message que la France renonce à jouer dans la cour des grands, qu'elle préfère gérer la pénurie plutôt que préparer l'avenir.

La recherche d'excellence n'est pas un luxe ; c'est l'investissement vital qui permet de sortir des crises, de créer les emplois qualifiés d'aujourd'hui et de demain, de répondre aux défis sanitaires, alimentaires, environnementaux, énergétiques, technologiques et de souveraineté. Ces objectifs ne pourront être atteints sans souveraineté scientifique.

LIRE AUSSI :

- **TRIBUNE - Budget : « Taxer les prix Nobel face à 168 milliards de déficit : ridicule et risible »**

Une France forte, une Europe forte sont des puissances capables d'inventer, de comprendre, d'expliquer les transformations du monde. A l'heure où la recherche est menacée et la science contestée, il serait irresponsable d'affaiblir nos institutions scientifiques.

Il est encore temps de corriger ces arbitrages. Il en va de l'avenir scientifique, économique et industriel de notre pays.

Geneviève Fioraso *était ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entre 2012 et 2015.*

François Goulard *était ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 2005 à 2007.*

Claudie Haigneré *était ministre déléguée à la Recherche et aux Nouvelles technologies de 2002 à 2004.*

Patrick Hetzel *était ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de septembre à décembre 2024.*

Thierry Mandon *était secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 2015 à 2017.*

Valérie Pécresse *était ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche entre 2007 et 2011.*

Sylvie Retailleau *était ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de 2022 à 2024.*

Frédérique Vidal *était ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation de 2017 à 2022.*

Tribune collective

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

Finances Publiques Valérie Pécresse Corée du Sud Allemagne

Les Echos

Publiez votre expertise sur Les Echos

Rejoignez le Cercle, l'espace réservé aux abonnés Premium : une tribune exclusive sur Les Echos pour partager vos analyses, affirmer votre vision et nourrir le débat auprès des décideurs économiques.

Je découvre l'offre

Publicité